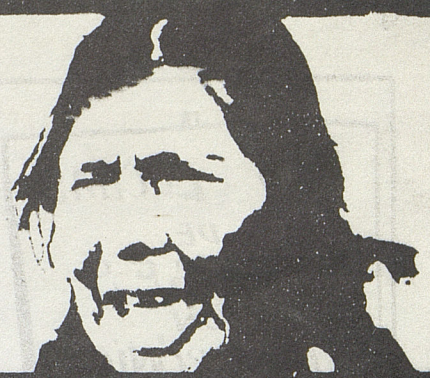
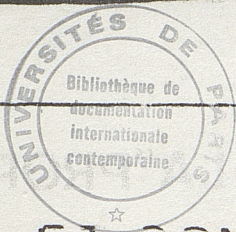


pérou



INFORMATION

ORGANE DE DIFFUSION DES LUTTES DU PEUPLE PERUVIEN



CRISE ET CONTRADICTIONS
DU REFORMISME

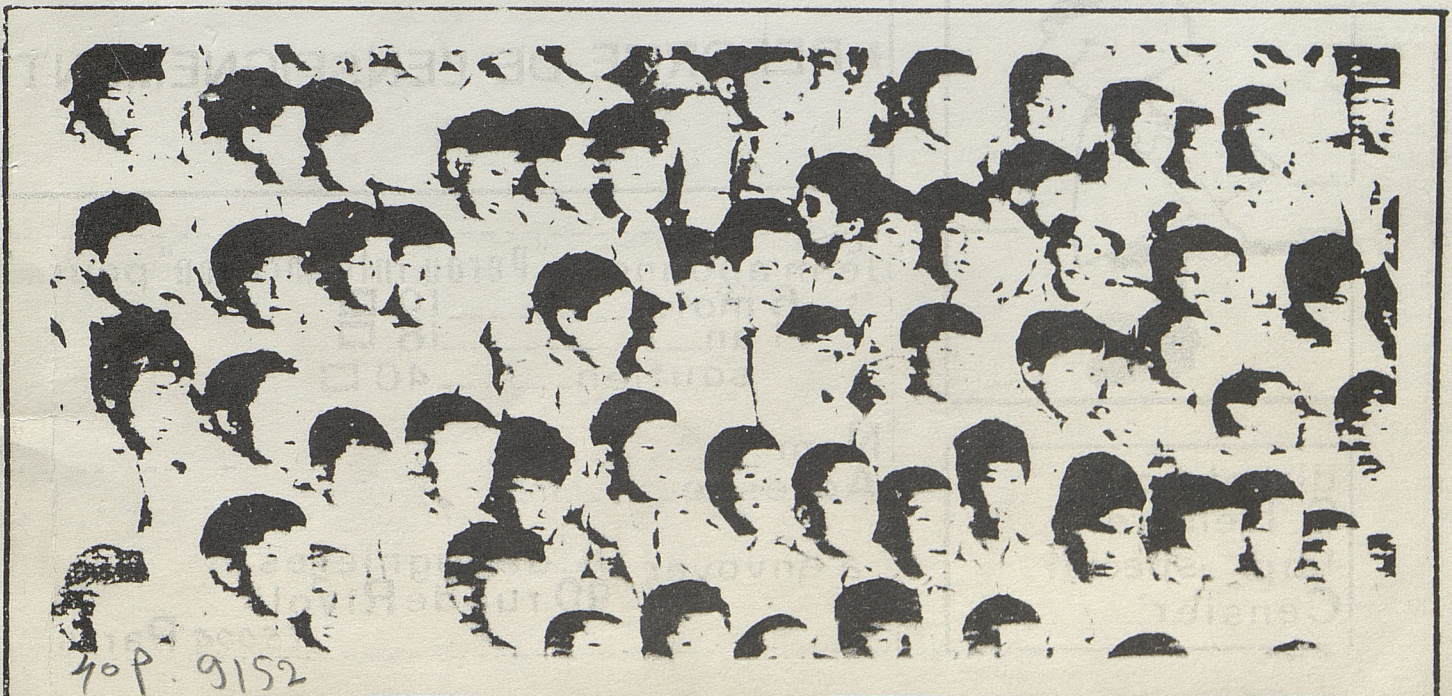
REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

A PROPOS DE LA "PROPRIETE
SOCIALE"

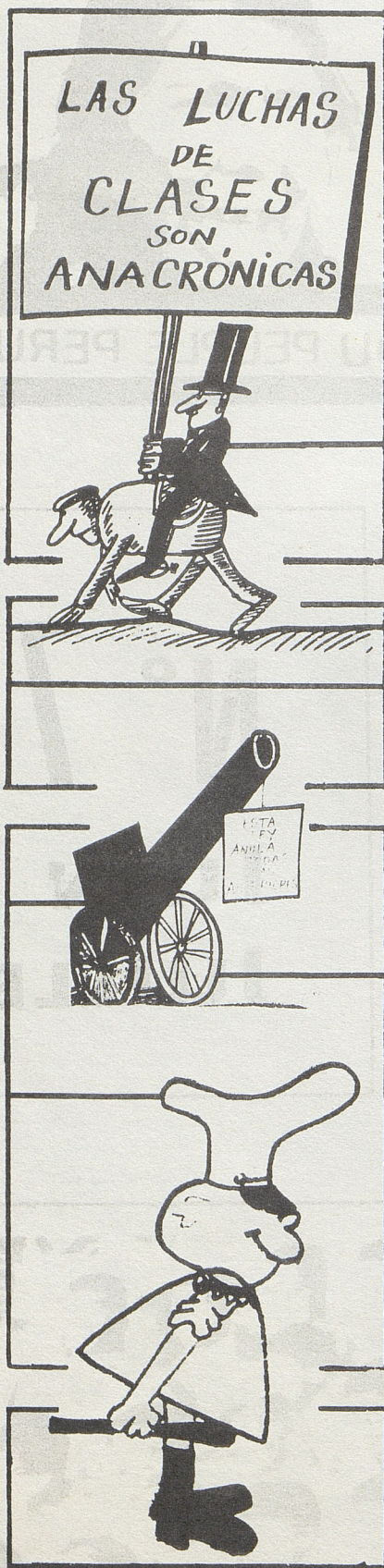
N° 7

JUIN

JUILLET



40 P. 9152



directrice
C. Benard
Imp. spécial
Censier

SOMMAIRE

+ crise et contradictions du
reformisme

+ A PROPOS DE LA "PROPRIETE
SOCIALE"

+ STRUCTURE AGRAIRE FACE
AU NEO-COLONIALISME

+ PEROU, CHILI, BOLIVIE: QUELLE
GUERRE ?

+ REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Je m'abonne à "Perou Information" pour
6 mois 10
1 an 18
soutien 40

Nom

Adresse

a envoyer A. de Lignières
90 rue de Rivoli

75004 Paris

EDITORIAL

NOTRE POSITION

**

Dès la parution de notre premier numéro de "Pérou-Information" nous nous sommes fixés comme tâche politique principale d'essayer de montrer, dans sa véritable dimension, la soi-disant révolution des forces armées, ainsi que l'envergure et l'importance des mobilisations populaires.

Nous pensons avoir rempli, de manière fondamentale, notre tâche ; malgré de nombreuses difficultés grâce à la décision et à l'esprit combatif de ceux qui s'organisèrent autour de notre revue, ce qui permit et permettra de continuer vers notre but et de surmonter les difficultés futures.

L'expérience accumulée au cours de ce travail, la dynamique chaque fois plus claire, de la lutte de classe au Pérou, l'extension des mouvements populaires, adoptant de plus en plus une ligne marxiste léniniste, nous poussent de plus en plus vers les objectifs que nous nous étions fixés initialement et nous réaffirment une vérité, dont nous avons toujours été convaincus, et que nous essayons de mettre en pratique dans toutes ses dimensions.

- Nous ne prétendons pas, de Paris, faire une théorie sur la révolution péruvienne, sur sa stratégie, sa tactique, ni "donner des orientations dans ce sens".

- Il nous suffit d'être seulement "de modestes et fidèles porte-paroles, diffuseurs des luttes de notre peuple". C'est notre but et celui-ci n'est pas toujours facile.

Dans notre pays, face à la situation politique actuelle, il y a trois alternatives.

- EXTREME DROITE

L'extrême droite, l'oligarchie, éloignée du pouvoir politique, lutte pour le dit "retour à la constitution" et pour des "institutions démocratiques du régime parlementaire", c'est à dire des élections qui "donnent au peuple la possibilité de choisir ses gouverneurs" et le "retour de l'armée aux casernes", position appuyée par des partis pro-impérialistes, comme l'APRA, l'action populaire, etc...

- JUNTE MILITAIRE

La junte militaire préconise "l'accentuation" de sa révolution et l'unité de tous les péruviens autour du gouvernement. Les éternels réformistes du "parti communiste" de "l'unité" à la longue carrière opportuniste, trempant dans le révi sionisme et le social-impérialisme, ainsi que la démocratie chrétienne, organisation de classe idéologiquement réactionnaire, se remarquent par leur appui inconditionnel au gouvernement militaire.

- PROLETARIAT

La troisième alternative est celle du prolétariat, -l'indépendance politique face au réformisme du gouvernement militaire et de la droite ancestrale- la lutte et le développement des intérêts populaires, dans la perspective de la guerre populaire - la prise du pouvoir politique et l'instauration d'un gouvernement populaire révolutionnaire, dirigé par le prolétariat et basé sur l'alliance ouvriers-paysans, en marche constante vers le socialisme.

"Pérou-Information" se situe dans cette troisième alternative. Ayant défini le gouvernement militaire comme représentant les intérêts de la grande bourgeoisie, plus particulièrement de la grande bourgeoisie financière et industrielle et du néo-colonialisme impérialiste, nous devons mener au côté de notre peuple la lutte pour notre libération nationale et le socialisme.

Nous croyons, ici en Europe, répondre à ces objectifs en étant de "simples et honnêtes diffuseurs des luttes du peuple péruvien" à travers "Pérou-Information".

Notre position est suffisamment ouverte, pour rompre avec l'hégémonie et le sectarisme, et aussi suffisamment claire pour lutter contre le réformisme pro-impérialiste du régime militaire et contre le révisionnisme et le pacifisme pro-soviétique.

L'existence de certaines contradictions, entre secteurs bourgeois et oligarchie, affectée par les réformes du gouvernement militaire,

contradictions qui se manifestent au sein du gouvernement, donnent à certains groupes un prétexte pour trouver des courants "nationalistes révolutionnaires et impérialistes" qu'il faudrait appuyer contre les courants "de droite".

Nous considérons que si l'existence de telles contradictions est réelle, ce ne sont que des caractères secondaires (chez l'ennemi) qui ne peuvent nous faire oublier la contradiction principale : celle qui existe entre les secteurs bourgeois, l'oligarchie, l'impérialisme et les classes opprimées.

Nous croyons ni correct, ni révolutionnaire de soutenir un scitidant secteur "progressiste, révolutionnaire" de la bourgeoisie, contre d'autres secteurs "réactionnaires".

Notre chemin n'est pas de choisir le secteur bourgeois que nous appuierons mais de construire une ligne indépendante avec et au sein des masses exploitées vers la libération nationale et le socialisme.



l'indépendance politique face au réformisme du gouvernement militaire et de la droite ancestrale- la lutte et le développement des intérêts populaires, dans la perspective de la guerre populaire

RUNA MASINCHIKUNAWAN ! KUSKA !
 OBRERO KUNAWAN ! KUSKA !
 AMA CACHAKUKU NA WAN CHU !

structure agraire face au

3



neo-colonialisme

Dans la structure agraire, au Pérou, et principalement sur les terres consacrées à la culture de la canne à sucre, nous remarquons un long processus de concentration, ce qui, dans la sociologie bourgeoise s'appelle "latifundisme". De même nous voyons les contradictions les plus frappantes du sous-développement capitaliste, l'un des motifs étant la sur-exploitation des travailleurs agricoles durant plus de 224 années (la première hacienda dédiée à la culture de la canne à sucre avait été fondée en 1750). Nous constatons également la succession de diverses formes d'exploitation de la masse travailleuse productrice directe, par une poignée de propriétaires fonciers.

Actuellement, face à l'avance imminente de la lutte des classes, au développement des instruments et moyens de production, à la mise en oeuvre par l'impérialisme de cette nouvelle forme d'exploitation (le néo-colonialisme), nous voyons que le profit n'a jamais été pour le peuple péruvien mais pour l'impérialisme : d'abord, dans le gouvernement de Belaunde Terry, la "loi de coopérative" et ensuite, dans le gouvernement de Velasco Alvarado, la politique "non capitaliste, non communiste".

Les réussites les plus "révolutionnaires" du régime actuel sont indiscutablement la promulgation de la loi de Réforme Agraire N° 17716, la loi générale des coopératives N° 15060, le règlement des coopératives et le nouveau statut des communautés paysannes. Mais nous devons clarifier l'orientation de ces mesures, les objectifs et le caractère bourgeois de toutes ces réformes, qui ne font que protéger le changement progressif des relations de propriété de la terre et le respect de celle-ci, dans le but d'augmenter le revenu par tête, formant ainsi une couche de paysans de classe moyenne et riche.

Tout cela se résume dans un grossier pragmatisme bourgeois, "A revenu par personne plus élevé, marché plus grand et demande plus importante". A tout cela on peut ajouter que si l'exploitation est grande, la plus value augmente et la richesse est aux mains d'une petite minorité.

Etant donné le caractère de classe du gouvernement péruvien, au moment d'analyser sa stratégie de "nouveau développement" ("desarrollismo") qu'il a établi pour "remédier" aux crises économiques, sociales et politiques, nous devons l'étudier dans un cadre de démagogie ouverte, anti-communiste et contre-révolutionnaire. Cependant, il n'est pas rare d'entendre les principaux porte-paroles du régime se faire passer pour "humanistes", "socialistes", "libertaires", etc... C'est le cas, par exemple, du Général de division Mercado Jamin, premier ministre et ministre de la guerre, qui a dit dans un de ses discours : "La singularité de notre pensée révolutionnaire se nourrit d'une stratégie de développement qui combine ce que le capitalisme et l'état bureaucratique ont défini, dans la pratique, comme des éléments antagonistes : l'accumulation ou l'investissement planifié du capital d'un côté, et la participation populaire..." (en ce qui concerne la participation populaire voir l'article sur la propriété sociale).

A travers de ces données, nous essaierons de voir comment, à travers l'histoire, se fait ce que nous appelons concentration de la terre, aux mains de quelques propriétaires fonciers, pour voir ensuite la conjoncture dans laquelle le coup d'état militaire de 1968 arrive, et enfin, essayer de tirer certaines conclusions de cette politique agraire dont il se glorifie.

4

CONCENTRATION DE LA TERRE DANS LA REGION NORD

Il est clair que le phénomène de latifundisme n'est pas seulement remarquable dans une région déterminée du territoire national, mais presque dans la totalité de la surface apte à la culture.

Mais étant donné que, dans la région Nord du Pérou on trouve les terrains les plus grands consacrés à la culture de la canne à sucre et que, là, le phénomène est le plus frappant, nous nous limiterons donc à cette partie du territoire national pour déduire certains éléments d'analyse,

De plus, il est nécessaire de souligner l'importance du développement des contradictions du système, et de la lutte des classes, d'où surgissent d'importants mouvements insurrectionnels dont certains obtinrent des résultats favorables. Ainsi, la grève (paro) de 1921 par laquelle les ouvriers agricoles ont maintenu l'augmentation accordée en 1918 de 33 % des salaires, que la "Hacienda Casagrande" voulait ramener à 3 % seulement (la journée de travail était de 11 heures).

D'autres mouvements se terminèrent d'une manière sanglante comme le massacre de Chan-Chan en 1932 qui coûta la vie à 7 000 personnes.

Enfin, nous verrons, grosso modo, le déroulement de ce processus de développement jusqu'à l'arrivée des militaires en 1968, à la suite d'un coup d'état de Velasco Alvarado qui chassa le gouvernement du Président de la République Belaunde Terry.

Au Pérou bien entendu, il n'y a jamais eu de politique agraire contraignant l'expansion latifundiste. Nous constatons, par exemple, que, au début du siècle et au niveau national, le nombre d'"ingenios" (machines pour triturer la canne à sucre) était de 60 : il en restait 30 en 1914, 15 en 1943, 13 en 1970 dont 9 seulement en bon état.

Pour la région Nord, la période de concentration commence pendant l'ère républicaine. Déjà en 1928 on compte seulement 3 ingenios sur 22 existant avant la guerre du Pacifique (1879) :

-Casagrande avec	13 470	(fanegadas)
-Cartavio "	2 206	"
-Firma Larco "	1 835	"

(une fanegada = 28,978 m²)

Dans cette région, et vers 1878, Juan Gildemeister, actionnaire allemand, commence l'achat de terres, imité par d'autres parmi lesquels, dix ans plus tard, les frères Larco d'origine italienne.

Vers 1870, le nombre d'"haciendas" et fermes était de 65. Déjà en 1918 il n'en reste que 7 :

- Casagrande, (entreprise agricole Chicama Ltda S.A.) dont le propriétaire Gildemeister avait, à cette date, accumulé 25 haciendas et fermes
- Roma, propriété de la Compagnie Larco avec 24 haciendas
- Cartavio Sugar Compagny, propriété de la Grâce avec 7 haciendas
- Chiclin avec 4 haciendas
- Chiquitoy
- Garapon
- Pampas de Ventura avec 7 haciendas.



Postérieurement, ce processus ne fait que s'accroître. D'abord les haciendas économiquement plus puissantes résistent aux fortes crises, comme celle de 1900, année où la demande européenne commence à baisser par suite de la fabrication du sucre de betteraves.

D'un autre côté, l'avance technologique est défavorable aux petites haciendas qui finissent par se vendre. C'est ainsi que nous constatons en 1965, 4 grands monopoles dans cette région :

- Casagrande avec 53 haciendas
- Cartavio " 7 "
- Chiclin " 4 "
- Chiquitoy

(Tableau N° 1)

CONJONCTURE AU MOMENT DU COUP D'ETAT MILITAIRE

Les grandes étendues désertiques sur la côte, la Cordillère des Andes et la forêt péruvienne nous donnent une idée de la diversification écologique, celle-ci liée toujours à l'appareil productif. Nous avons, sur la côte de grandes cultures de café dans la forêt. Mais il est nécessaire de souligner la haute technicité dans la production sucrière avec des rapports de production à dominante salariée*. La différence de ces rapports de production avec ceux des haciendas de la Sierra qui produisent pour le marché interne est très nette, étant donné que la technicité et la concentration de capitaux de ces haciendas sont très basses (avec des rapports de production pré-capitalistes, par exemple les aparceros, colonos, Yanacunas, allegados, arrendires, etc...).

* ceux-ci n'excluent pas l'existence d'autres rapports de production.

Bien que la bourgeoisie traditionnelle ait basé son pouvoir sur l'agriculture moderne, la mine et le commerce en intime association et dépendance avec l'impérialisme, elle avait besoin de maintenir les paysans des communautés et les journaliers des haciendas de la Sierra dans une situation d'ambiguïté en ce qui concerne leur participation à l'appareil de production. Il est bien clair que d'une part on "favorise la dynamique de l'agriculture et de l'élevage, les paysans offrent une importante quantité de produits alimentaires et demandent ensuite à acheter des produits industrialisés..." (Pérou-Information, n° 5, p. 10). D'autre part, nous devons souligner qu'il y a une tendance évidente de transfert des capitaux de la branche agricole vers d'autres secteurs, et principalement vers le secteur industriel.

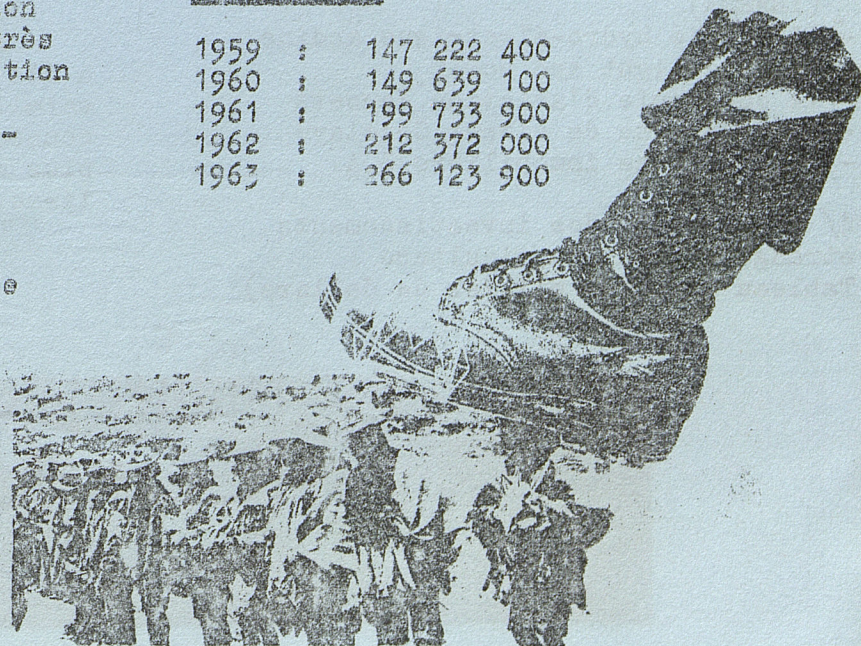
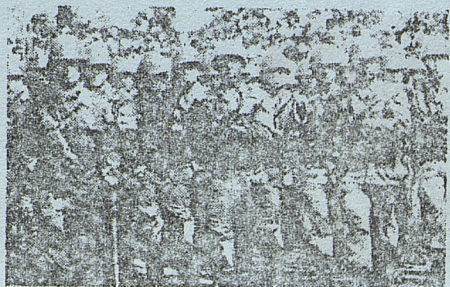
Finalement, les généraux, au Pérou, n'ont fait que dynamiser un processus déjà en marche.

Voici les raisons qui nous permettent d'affirmer ce transfert des capitaux afin d'accéder à des taux de profit plus élevés.

1/ A partir de 1959, le gouvernement intensifie son aide subsidiaire au secteur agricole, c'est ainsi que le "guano de las islas" (engrais) est vendu à un prix inférieur à celui du marché et même inférieur à son coût de production (tableau 2).

Montant des subsides dans le prix des engrais

1959	:	147	222	400
1960	:	149	639	100
1961	:	199	733	900
1962	:	212	372	000
1963	:	266	123	900



2/ Nombreuses modifications en ce qui concerne la composition des cotisations de la banque :

- baisse dans la banque privée de 50,7 à 37,5 %
- par contre dans la banque d'état, augmentation de 49,3 à 62,5 %

3/ Dans le "Bilan sur le prix du sucre" publié par la revue "Economie et Agriculture" (n° 1, Lima, 1963) le comité des producteurs de sucre demande au gouvernement de 1963 d'augmenter le prix du sucre sur le marché interne, unique voie, disent-ils, pour ne pas tomber dans la faillite. Mais plus tard, on constate que la véritable finalité était le transfert des capitaux vers une branche plus rentable. C'est ainsi que l'hacienda Cayalti (Chiclayo) qui était à ce moment la plus proche de la faillite, accumula des investissements dans d'autres secteurs plus productifs au cours des deux décades antérieures à 1970. Ces secteurs sont :

- le journal "La Prensa",
- la compagnie d'assurance "La Fenix Peruana",
- la banque Continental (qui va s'associer avec la "Chasse Manhattan Bank of New-York),
- l'agence maritime et commerciale S.A. Sud-America
- la compagnie de financement S.A.
- la Backus et Johnson Brevory du Pérou
- la compagnie manufacturière de verre du Pérou S.A.
- les verres plats du Pérou S.A.
- l'ensemble des Industries S.A. (INRESA)
- l'énergie hydro-électrique andine
- la Lima light and power
- la compagnie d'aviation Faucett
- l'entreprise de ciment Chiclayo
- l'entreprise immobilière S.A.

4/ La baisse des investissements étrangers dans l'agriculture :
Tableau n° 3 (en millier de dollars)

5/ L'abandon de l'agriculture et l'apogée de l'industrie sont les conséquences de l'émigration vers la ville.

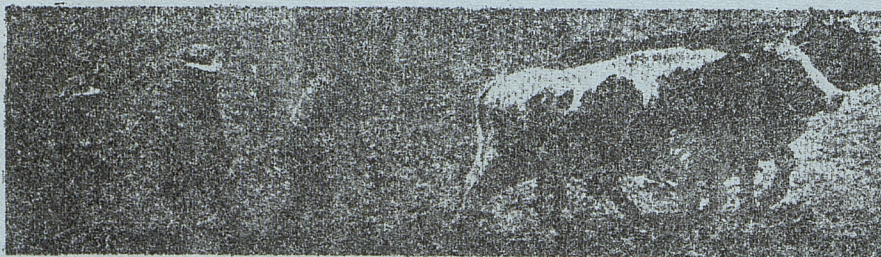
Accroissement (en pourcentage) de la population émigrante par rapport à la décade antérieure

villes	jusqu'en			
	1940	41-50	51-60	61-70
Lima	100	114,4	74,8	53,5
Arequipa	100	102,8	97,0	71,9
Trujillo	100	125,3	99,2	87,7
Chiclayo	100	113,1	108,5	84,6
Piura	100	126,5	127,0	89,2
Puno	100	96,8	115,8	115,0

Voici le panorama du secteur agraire, dans une crise économique croissante par rapport aux autres secteurs. Mais il ne faut pas oublier les pressions constantes de la masse exploitée : par exemple, dans les haciendas du nord du Pérou où le parti APRA n'a fait que conduire cette masse vers une politique ayant des objectifs purement revendicatifs.

Nous pouvons constater aussi que la subsistance de la structure agraire traditionnelle a été de plus en plus difficile à l'intérieur comme à l'extérieur.

A l'extérieur, l'Amérique latine a été poussée par les thèses du "desarrollismo" (nouveau développement), conséquences des contradictions de plus en plus profondes de l'impérialisme.



A l'intérieur, en effet, ce nouveau courant de l'économie bourgeoise cherche la conciliation des classes exploitées avec les exploités, utilisant la démagogie et des méthodes de plus en plus subtiles. Ce courant apparaît aussi au Pérou et une fois de plus en Amérique latine avec les militaires. Ceux-ci, dès qu'ils ont le pouvoir et à partir d'institutions comme le SINAMOS, CTR, etc... organisent des schémas politiques corporatistes : avec l'appareil d'état, ils imposent l'autorité et la verticalisation des modèles d'organisations. Ils implantent l'idéologie de conciliation des intérêts. Tout ceci est très important afin de poursuivre leur "nouveau développement, non capitaliste, non communiste", pendant que les classes exploitées perdent leur autonomie, qu'on les empêche de développer leurs propres organisations et leur conscience de classe.

QUELQUES CONCLUSIONS

Les éléments que nous venons de voir nous conduisent à tirer certaines conclusions :

- la faible rentabilité dans le secteur agricole est un facteur qui favorise le transfert des capitaux vers les branches de la manufacture et de l'industrie dans lesquelles le taux de profit est plus élevé.
- les contradictions dans le secteur agricole entre les forces productives et les anciens rapports de production féodaux et semi-féodaux. Le peuple en subit les conséquences les plus sanglantes (révolte des années 50 à 60 à la Convention, Iares, Cerro de Pasco, Junin, Ayacucho, Huanuco, dans les plantations de canne à sucre du nord et aussi éclatement de la guerrilla de 1965)
- le développement du mouvement révolutionnaire au cours de ces 29 dernières années a été évident
- le tournant pris par les masses vers les positions révolutionnaires a réalisé une avance significative, la libération nationale cessant d'être un fantôme et devenant une réelle menace pour la domination impérialiste.



Dans cette situation, l'oligarchie traditionnelle conservatrice qui ne comprenait pas la nature de cette conjoncture, représentait un obstacle pour l'impérialisme néo-colonial et pour sa politique économique de "desarrollismo" qu'il conduisait à un niveau continental. Cependant la bourgeoisie industrielle financière qui est toujours liée au capital impérialiste se trouvait incapable d'assumer le rôle principal, à cause de divers motifs parmi lesquels nous pouvons noter sa faiblesse économique, son manque de soutien politique, etc... Finalement, ce rôle était aux mains de l'oligarchie traditionnelle qui comptait sur le soutien politique de l'APRA, mais la crise économique de 1967 démontra une fois de plus son impuissance.

A la suite de cet échec les forces armées réunies idéologiquement dans le CAEM (centre de hautes études militaires) constituée comme porte d'entrée aux idées bourgeois et néo-colonialistes assument le contrôle de l'état et programment leur politique en faveur de la bourgeoisie industrielle financière.

Le caractère de classe de ce gouvernement "révolutionnaire" une fois clarifié, nous n'avons plus qu'à faire place aux établissements révolutionnaires qui surgissent des masses sous la direction de l'alliance prolétariat-paysans, et nous joindre à eux.



TABLEAU

HACIENDAS VERS LE XIX SIECLE	PROPRIETAIRE	ou	LOCATAIRE
	ANNEE 1918		EPOQUE ACTUELLE (1988)

Sausal	528	CASA	C		
Casñape	597				
Chicamita	380				
Cañal	140				
Pampas	194				
Santa Rosa	300				
Santa Clara	390				
Mocàn	1.200				
Facala	750				
Potrero	100				
Aljovin	50	GRANDE	A		
Casa Grande	250				
Lache	200				
La Viña	150				
Licapa	300				
Churin y Estancia	130				
Vizcaino	160				
Mayal, Bazarrate y Terraplén	80				
Chacarilla	8				
Coreaga	80				
Veracruz	80	I. SOLIS	R		
La Pampa	140				
Lucas Gonzales	40				
Ingenio Lazo	79				
Comunidades (Terres de)	890				
Garrapon	50				
Pampas de Ventura	100				
Tesoro	300				
Troche	100				
San José Bajo (I)	300				
Cepeda	120	PAMPAS DE VENTURA	A		
La Costancia	300				
El Porvenir	100				
Las Cavidias	160				
San José Alto	400				
La Libertad	90				
San José Bajo (II)	300				
La Victoria	11				
Roma (Tulepe)	500				
Bazan	360			R	O
Montejo	150				
La Viñita	150				
La Comunidad (Terres d'Ascope)	110				
Las Viudas	120				
Palmillo	180				
La Virgen	56				
Farias	100				
Tutumal	100				
Mocollope	1.510	M	D		
Molino Galindo	215				
Molino Larco	212				
Cajenleque	200				
La Fortuna	500				
				A	E

HACIENDAS VERS LE XIX SIECLE	ANNEE 1918	EPOQUE ACTUELLE
Sintuco	300	CARTAVIO
Cartavio	630	
Hacienda Arriba	116	
Moncada	80	
Sonolipe	400	
Cartavio Viejo, Yacutinamo y Nopen Comunidad (Terres de)	670	
	90	CARTAVIO
Chiclin	570	CHIQLIN
Molino Bracamonte	120	
Salamanca	1.000	
Toquén	45	
Chiquitoy	1.250	CHIQUITOY

SOURCE:

- Cens de la Commission Technique des Raux du Département de la Libertad . 1918
- "VICTOR LARCO HERRERA, EL HOMBRE, LA OBRA" Par H. VALDIZAN, Editions Nascimento. Santiago de Chile, 1934..
- CIDA : Comité Interamericano de Desarrollo Agrícola "Tenencia de la Tierra y Desarrollo Socio Economico del Sector Agrícola". Peru, Edition Union Americana, Secretario General de la OEA, Washington DC, 1966.



crise et contradictions du réformisme

(())



Le Pérou est un pays de mystères. Les affaires de l'état sont concentrées dans les mains d'un petit noyau, et ses luttes et contradictions surgissent dans le silence le plus total. Le peuple ignore ce qui se passe au sein de l'équipe gouvernementale.

Actuellement, il y a une crise ministérielle et bien sûr la seule dont on parle est de "l'unité des forces armées".

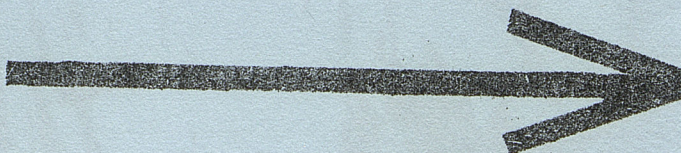
(())

Antérieurement, nous avons évoqué les contradictions de la junte militaire et du subtil "équilibre" dont on parle, entre les soi-disant "radicaux" et "ceux de la droite". Cette fois-ci la crise fut plus intense, et certaines choses furent rendues publiques. Il n'est pas seulement question de "démission" du ministre de la marine qui est à la fois chef de la marine et membre de la junte, mais aussi du soutien postérieur qu'il reçut de la part du conseil des amiraux.

Le samedi 25 Mai, jour du début de la crise, le ministre de la marine, le vice-amiral Luis Vargas Caballero, déclara qu'"être en désaccord ou critiquer le régime n'est pas contre-révolutionnaire". Bien entendu, il ne faisait pas allusion à la gauche, réduite en silence par la force, mais à la droite qui exige depuis quelques temps des élections libres et démocratiques, et le retour des militaires dans leurs casernes. L'ex-ministre de Belaunde, Ariastella, Secrétaire national des affaires politiques de l'Action Populaire, déclara quelque chose de semblable, le vendredi 24 Mai, et fut déporté. Par la suite, d'autres ex-ministres ont été déportés et le parti interdit.

C'est pour cela que le journal de droite "el comercio" publia le lundi 27, les déclarations du ministre, dans un commentaire favorable, alors que le journal "expreso" les critiqua, rouvrant ainsi la lutte entre les porte-paroles gouvernementaux (expreso, Nueva Cronica) et les journaux de l'oligarchie (La Prensa et El Comercio). Depuis quelques temps, les journaux gouvernementaux demandent que La Prensa et El Comercio soient confiés aux travailleurs ; le gouvernement ne semble pas écouter cette requête.

Le mercredi 29 Mai, le président Velasco, rappela que, selon une décision adoptée par le cabinet, le premier ministre et lui-même étaient les seuls autorisés à faire des "déclarations politiques" et que les ministres ne se conformant pas à cette décision devaient "démissionner". Cette déclaration a permis à un journaliste de rappeler l'obligation de démission (spontanée !!!), ce qui fut une allusion publique au ministre de la marine.



Ce qui se passa par la suite en haut lieu reste un mystère. Rien du "magouillage" politique ne parvint au public ; on sait seulement que, dans la journée du jeudi, le ministre Vargas Caballero demanda sa "mise à la retraite" et qu'il fut remplacé par un vice amiral, José Arcelarco, qui était en poste aux Etats-Unis.

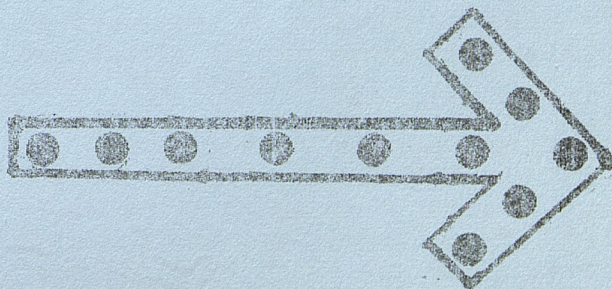
Ce qui se passa dans la première semaine de Juin nous démontre que l'unité des forces armées n'est pas encore si soudée ; car, par la suite, deux militaires de la marine ont démissionné : le ministre du logement et le représentant du Pérou auprès du Pacte Andin.

Cependant il serait faux de penser qu'il s'agit d'une radicalisation vers la gauche ou d'une accentuation du processus, comme l'espèrent les révisionnistes et autres opportunistes qui attendent que ce gouvernement les conduise au socialisme.

NON ! C'est seulement la démonstration de l'échec de la politique réformiste pro-impérialiste, échec non provoqué par le remous de droite qui veut le retour à la constitution, mais par la lutte du peuple pour ses intérêts et aussi par la politique économique du gouvernement, qui maintient la misère du peuple, accentuée par la hausse du coût de la vie, due à l'inflation.

La junte militaire commença par un programme anti-oligarchique, développant un capitalisme d'état associé à l'impérialisme, créant une série d'organismes de type coopératifs comme le SINAMOS (système national d'appui à la mobilisation sociale), la CTRP (centrale des travailleurs de la révolution péruvienne), les ligues agraires, etc... avec le but de contrôler les masses ; mais les travailleurs persistent dans l'indépendance de classe, luttant pour leurs revendications auxquelles le gouvernement répond par la répression.

Le peuple n'a rien à voir avec les contradictions qui existent entre le gouvernement et l'oligarchie traditionnelle, ou entre les membres du gouvernement, étant donné l'union des deux pour le réprimer. Mais le peuple péruvien maintient son indépendance de classe et continuera à lutter pour ses revendications immédiates et pour sa libération nationale et le socialisme.



COMMUNIQUE OFFICIEL

MINISTERE DE LA MARINE : COMMUNIQUE OFFICIEL N° 048

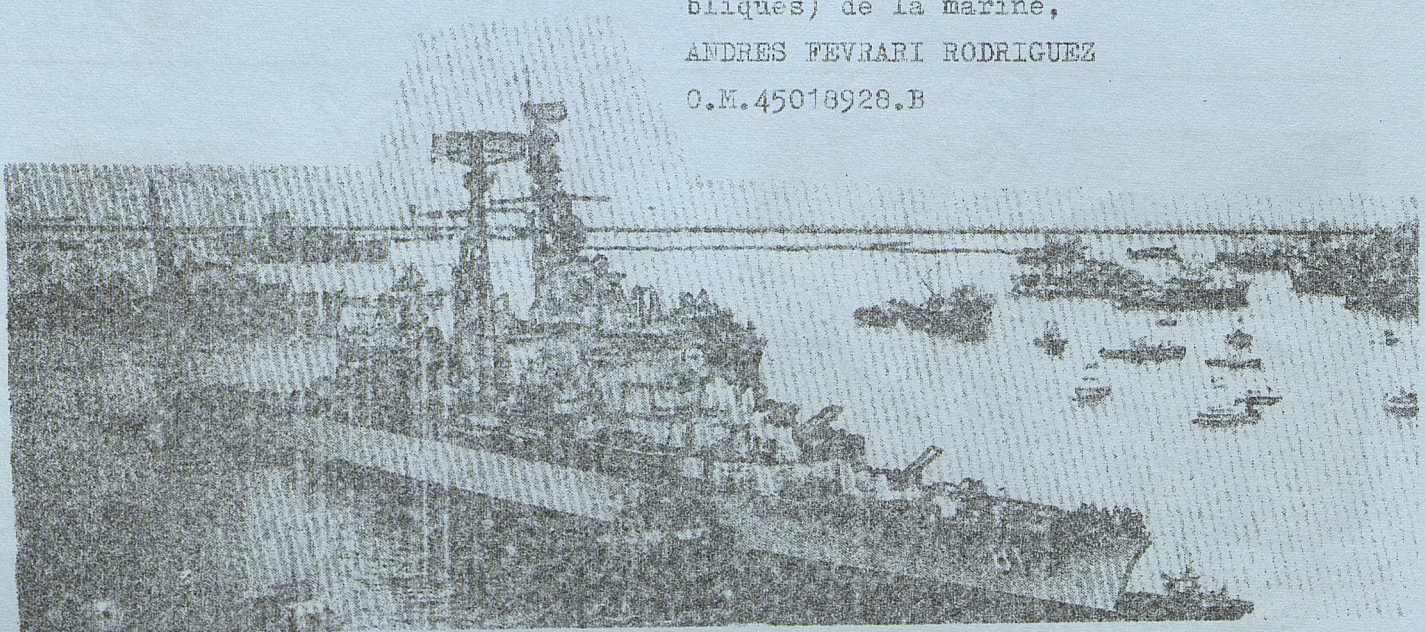
Le conseil des Amiraux fait savoir que la marine de guerre du Pérou réitère son appui à la révolution péruvienne, en même temps que son appui unanime à Monsieur le Vice-Amiral Luis E. Vargas Caballero, Ministre et Commandant Général de la Marine ; et à propos des nouvelles répandues par certains moyens de communication au sujet de l'accord pris en Cabinet Ministériel, relatif au fait que Messieurs les Ministres qui font des déclarations de caractère politique doivent démissionner, le Conseil des Amiraux déclare que le dit accord n'est pas applicable aux déclarations faites par le Commandant Général de la Marine et Ministre de la Marine, en sa qualité de Membre de la Junte du gouvernement révolutionnaire, celle-ci étant chargée par le statut du gouvernement révolutionnaire d'accomplir et de faire accomplir le dit statut et le plan de gouvernement.

Lima, le 29 Mai 1974

Le Capitaine de navire, chef du bureau de R.R.P.P. (relations publiques) de la marine,

ANDRES FEVRARI RODRIGUEZ

C.M.45018928.B





perou - chili - bolivie quelle guerre?

On a beaucoup parlé dernièrement d'une reprise de la course aux armements au Pérou, Chili, Bolivie. On a spéculé et l'on spéculé encore sur l'éventualité d'un conflit armé entre ces trois pays ; en même temps la presse nous apprend que Banzer (président de la Bolivie) au cours d'une "consultation nationale" demande à son peuple une trêve politique, garantissant la paix sociale, pour réaliser l'objectif historique et national du "retour à la mer"... mais retour à la mer par le Chili ou par le Pérou?

Voyons un peu l'historique :

GUERRE DU PACIFIQUE : 1879

La fièvre de l'or terminée en Californie et en Australie (1850-1870), le Chili qui est leur principal fournisseur en matière agricole, voit sa production diminuer. L'Angleterre qui contrôle le commerce Chilien s'inquiète de cette situation car elle a prêté mille millions de livres sterling au Chili qu'elle ne pourra récupérer dans les délais prévus ; mais "heureusement" il existe à la frontière des gisements de nitrate, qui offrent de meilleures perspectives de rentabilité.

Une histoire semblable se passe au Pérou : le guano : excréments d'oiseaux utilisés comme engrais, principal source de revenu national) apparaît alors le nitrate.

Déjà en 1872 la dette extérieure du Pérou était énorme. Les Etats-Unis voulant garantir et faire fructifier leurs investissements, délaissent le guano et poussent la classe économiquement dominante péruvienne à s'"intéresser" à ces territoires du nitrate ; cette même région convoitée par l'Angleterre.

C'est ainsi que se déclenche une guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie.

Le prétexte officiel de cette guerre, est l'augmentation de dix centimes que devaient payer les compagnies britanniques à la Bolivie, pour chaque quintal de salpêtre exporté. Mais le Pérou est lié par un pacte secret à la Bolivie par lequel il doit prêter assistance en cas de conflit ; après avoir essayé de négocier à l'amiable sans succès, il entre en guerre aux côtés de la Bolivie contre le Chili.

Il est intéressant de remarquer qu'une "aide américaine" d'abord proposée au Chili, refusée par celui-ci, c'est le Pérou qui reçoit la flotte américaine comme "coopération" à la guerre du pacifique. En échange de cette assistance, Chimbote se convertit en une base navale américaine, et les mines de charbon voisines et son chemin de fer deviennent concessions des Etats-Unis.

La guerre se termine par le traité d'Ancon (1883) qui conclut par l'occupation de Tacna et d'Arica (territoires alors péruviens) par le Chili pour une période de dix ans ; après cette date un plébiscite devra régler le destin de ces deux provinces.

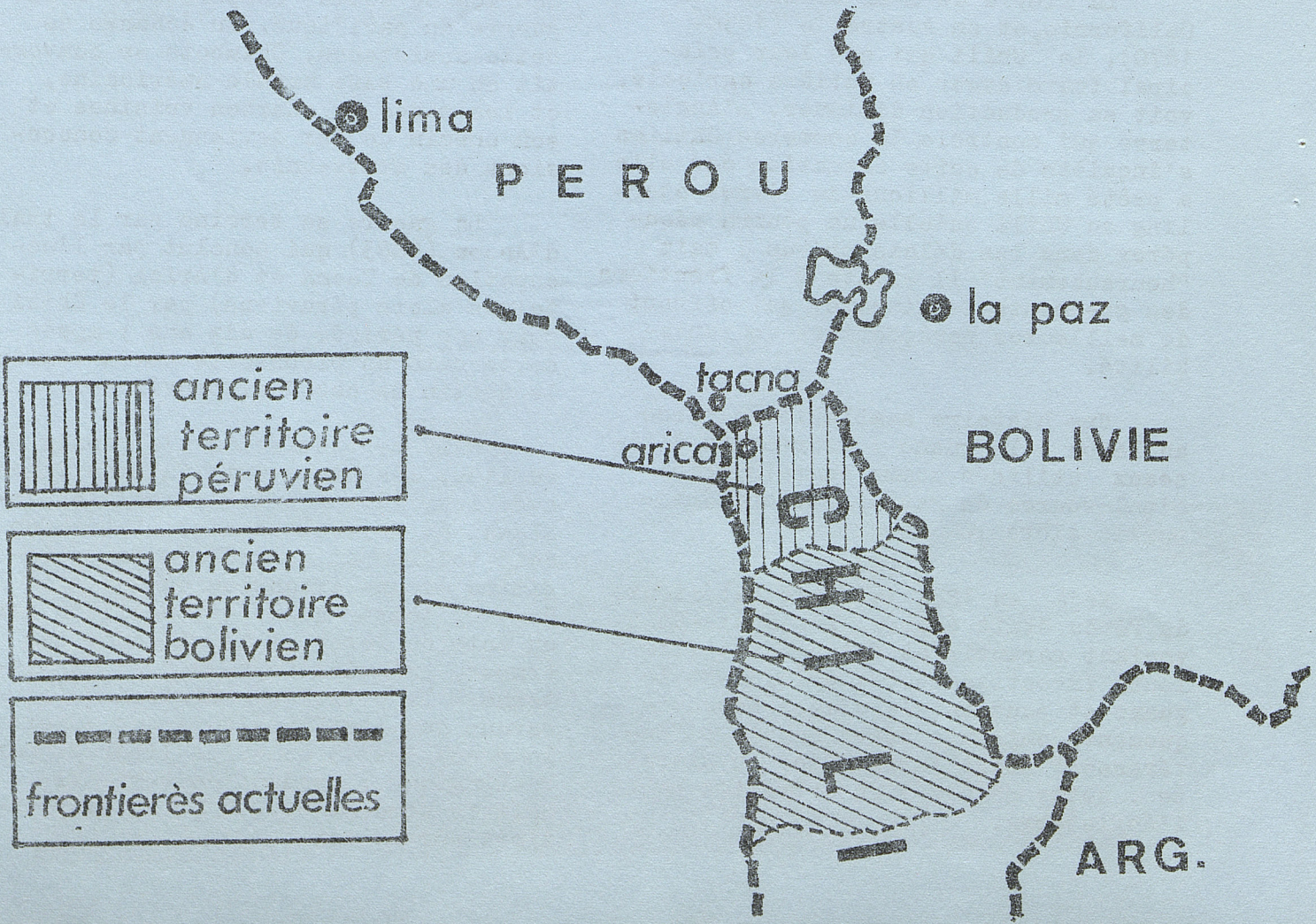
Mais ce plébiscite n'a jamais eu lieu, les Etats-Unis faisant force, avec leur fameux principe, qu'ils proclamaient déjà, à savoir : "...on ne doit tolérer ni considérer comme légitime aucune expansion ou annexion de territoires qui s'est réalisée par un acte de force et la violence des armes", principe "externe" et non interne à la politique américaine (nous savons que les Etats-Unis ont annexé le reste des 13 colonies libérées par Washington) ; pendant ce temps la Bolivie perdait 60 000 km et sa frontière sur la mer.

En 1912, les gouvernements péruvien et Chilien repoussent le plébiscite pour 20 ans, commençant en même temps la réorganisation de leurs forces armées respectives, les péruviens selon le modèle français et les Chiliens selon le modèle allemand.

A la fin de la première guerre mondiale, la Bolivie qui combattit à côté des alliés, alors que le Chili restait neutre, crût le moment opportun pour exposer sa requête à la Société des Nations sur le retour à la mer, argumentant que la configuration géographique des nations ne doit pas être le fruit de l'imposition de traités injustes, signés après les défaites militaires. Les Etats-Unis, dominant la Société des Nations, renièrent leurs grands principes "des traités injustes", principe qui commençait à devenir incompatible avec sa politique d'expansion, d'impérialisme naissant. Alors, on archiva le dossier de la Bolivie qui resta sans débouché sur la mer.

Ce n'est que vers 1928, que le Chili et le Pérou réglèrent leurs problèmes territoriaux. Tacna retourne au Pérou, et Arica devient territoire Chilien ; quant à la Bolivie, elle reste sans frontière maritime. Cet accord fut conclu sans enthousiasme par les trois pays qui l'acceptèrent sous la pression des Etats-Unis. Les déclarations hypocrites de H. Hoover (1929-1933) au cours d'un voyage en Amérique Latine avant son élection présidentielle : "... les investissements de capitaux nord-américains rendront possible le développement des nations sans lier des exigences politiques à la concession des crédits", laissent entrevoir l'avenir :

GUATEMALA - 1954 : renversement d'Arbenz, intervention de l'aviation américaine "pour préserver le pays du communisme", ce qu'il faut comprendre par : préserver les intérêts de l'United Fruit qui possède plus de la moitié des terres du Guatemala,





NICARAGUA - 1854 : après l'intervention des marines, le traité Cassirarsari, donne aux Etats-Unis, le droit d'intervenir à tous moments et en tous lieux.

HONDURAS - 1860 : Les Etats-Unis font mettre à la tête du pays, un président fantoche qui leur garantit la concession exclusive de l'extraction du minerais.

La liste est trop longue pour citer toutes les interventions des Etats-Unis, en Amérique Latine, et toutes les manoeuvres pour préserver les intérêts des grandes compagnies.

Alors, que peut on dire de ce conflit, vu sous l'éclairage de l'histoire de ces pays soumis à l'impérialisme ? Banzer, qui ne peut répondre aux vraies aspirations de son peuple, fait de la "psychologie de masse" : faire la trêve pour la "mission historique et nationale, du retour à la mer". Mais Banzer n'est qu'une marionnette entre les mains des grandes compagnies internationales. L'évolution du conflit dépend donc, des intérêts de ces firmes, tant au Chili, en Bolivie qu'au Pérou, ainsi que des vues expansionistes du Brésil, le nouveau gendarme de l'Amérique Latine, qui n'a pas de frontière maritime sur le Pacifique.

Quant au peuple Bolivien, il ne se sent pas concerné par ces rumeurs de guerre, pas plus qu'il ne l'était par la guerre du Pacifique.

La Centrale ouvrière Bolivienne déclare : "que les travailleurs ne doivent pas craindre la guerre, mais que celle-ci doit être dirigée contre l'ennemi commun qui nous opprime, et nous exploite, et non contre les peuples. Nous ne nous prêterons pas au jeu de l'impérialisme, nous distrayant, alors que le pays tout entier cherche la solution à ces problèmes vitaux, capable de nous sauver de la misère, de la faim, et du sous-développement".

Les marxistes-léninistes considèrent que seulement "dans la mesure où le peuple arrive à abattre la dictature et à instaurer un régime démocratique populaire et anti-impérialiste il sera possible de trouver une solution adéquate au problème maritime."

Il est donc difficile de faire un pronostic ; puisque cette guerre n'est pas celle du peuple, mais celle des intérêts économiques des grandes compagnies, prêtes à fomenter, préparer des actions répressives contre les mouvements authentiquement libérateurs anti-impérialistes, prêtes à établir de nouvelles dictatures pour sauver leurs intérêts économiques.



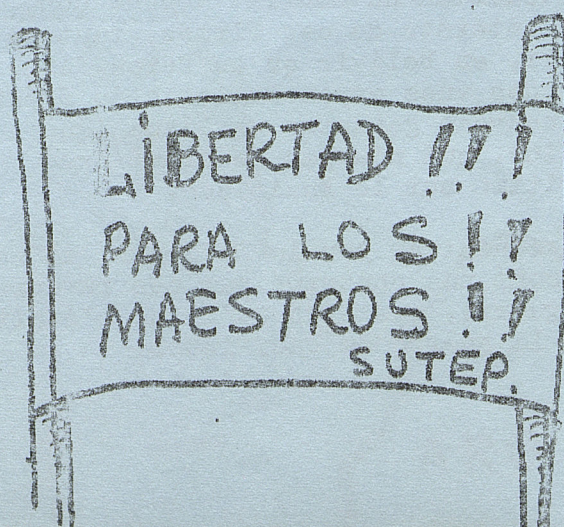
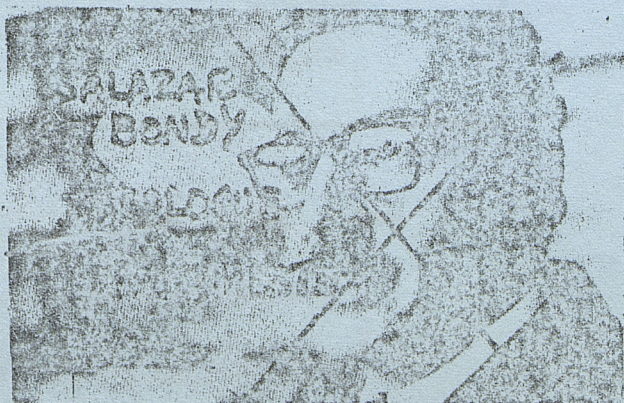
reforme de l'éducation

Pour comprendre le sens et le caractère de la Réforme de l'Enseignement, mise en place au Pérou depuis 1972 par la Junte Militaire, il faut partir de l'analyse des intérêts de classe qu'elle représente et des objectifs qu'elle poursuit .

Il est vrai qu'au Pérou des changements sont en train de s'opérer dans la corrélation des intérêts des classes dominantes .On assiste au déplacement du pouvoir politique et économique de l'Oligarchie, vers le secteur de la bourgeoisie industrielle-financière, qui comme la première, est alliée à l'impérialisme . Les Forces Armées converti^{es} quasi en parti politique, rassemblées dans le CAEM (Centre des Hautes Etudes Militaires) prennent le pouvoir en 1968 au nom de cette bourgeoisie en se proclamant démagogiquement " ni capitalistes, ni communistes " .

Malgré les apparences, il ne faut pas penser qu'une lutte antagonique entre l'Oligarchie et la grande bourgeoisie industrielle-financière s'est déclenchée .Ce que cherche le gouvernement c'est la conversion des grands propriétaires de terres en industriels, afin de pouvoir renforcer l'investissement interne . Un autre aspect révélateur du caractère prédominant du secteur grand bourgeois sont les mesures qui tendent à faire disparaître les industries à basse productivité ,seule forme de participer concurrentiellement dans le marché sous régional andin (Mercado Sub-Regional Andino¹) impulsé par le gouvernement militaire et avec la bienveillance de l'impérialisme yanqui .

En conséquence, le soi-disant " processus péruvien " ne signifie que l'encadrement de l'économie nationale au profit des intérêts de la grande bourgeoisie industrielle-financière et de l'impérialisme , et non, comme l'on croit, un processus révolutionnaire au profit des masses populaires . Voilà le caractère de classe de la Junte Militaire Péruvienne .



Cette Réforme de l'Enseignement mise en oeuvre à partir de 1972 au Pérou, encadre les objectifs économiques et politiques de la Junta Militaire c'est à dire la stratégie de " sécurité et développement ". La Réforme de l'Enseignement se situe dans le même cadre que la Réforme Agraire, la Réforme de l'Industrie, de la Minerie et de la Pêche. C'est dire son importance.

Par ce moyen la Junta Militaire prétend :

I. La captation idéologique et politique de la jeunesse en particulier et de la population toute entière en général. Dans ce but elle utilise principalement des programmes d'étude orientés de façon à servir ses objectifs :

- des manuels scolaires rédigés par ses " idéologues ",
- la propagande systématique, utilisant des techniques publicitaires,
- l'utilisation des moyens de communication de masses (publications, radio, télévision).

II. La préparation et l'approvisionnement de la main d'oeuvre qualifiée et de techniciens, si nécessaires au développement de la grande industrie de production en série et de haute productivité, formés dans le moule capitaliste, dans le culte de l'individualisme bourgeois et imprégnés d'une mentalité collaborationniste de classe, sous le prétexte de faire croire que nous assistons à une " transformation " révolutionnaire-nationaliste-humaniste-solidaire.



Ce que la Junte Militaire cherche c'est la formation d'éléments ad hoc du système capitaliste dépendant. Étant donné le caractère de classe de l'État et de la Junte Militaire, cette dernière essaye de mettre la jeunesse et la population toute entière au service des intérêts de la bourgeoisie native et de l'impérialisme en la soumettant matériellement, idéologiquement et politiquement à une conscientisation aliénante. En effet, l'aspect le plus important est évidemment cette soi-disante " conscientisation ". Voilà le point capital autour duquel tourne la Réforme de l'Enseignement.

Par " conscientiser " les militaires entendent inculquer dans les esprits des classes opprimées des faux concepts, faisant croire qu'une " transformation structurelle " est en train de se réaliser, en même temps qu'une " auto-affirmation nationale " .

Mais la vérité est autre : une telle transformation structurelle n'existe pas, et moins encore " l'auto-affirmation nationale ", car la néo-colonisation du pays par l'impérialisme s'approfondit jour après jour, sous la forme de pluralismes économiques réels ou apparents, de monopoles étrangers qui opèrent dans le pays. Tel est le cas de la multi-distribution aux monopoles du pétrole en Amazonie et des Mines. C'est ainsi que " l'éducation pour le travail " et " le perfectionnement de notre société " (qui figurent parmi les objectifs de la Réforme de l'Enseignement) sont un leurre et prennent une signification particulière.

Nous nous demandons :

" L'éducation pour le travail " , au bénéfice de qui ? Des masses laborieuses comme dans les sociétés socialistes ? Décidemment..NON ! Il s'agit d'une préparation technique massive pour pouvoir mieux exploiter les classes laborieuses au profit des exploités !

Face aux plans stratégiques et tactiques des forces réactionnaires ou contre-révolutionnaires, les forces révolutionnaires doivent opposer leurs propres objectifs stratégiques et réaliser des actions tactiques qui feront avancer le processus révolutionnaire.

Le pouvoir politique, point culminant de tout pouvoir étatal, devient l'instrument clé de la domination d'une classe par l'autre. Par son intermédiaire le système d'oppression et d'appui qui sauvegarde les intérêts des classes exploitantes, se met en place, il assure la domination de la structure économique sociale et toute la superstructure de soutien : politique, judiciaire, militaire, culturelle, éducative, etc. Le pouvoir politique est la clé de voûte pour la construction de la nouvelle société sans exploités ni exploités.

La prise du pouvoir politique devient ainsi l'objectif stratégique de base inévitable des forces révolutionnaires. Mais entre temps nous ne pouvons pas attendre les bras croisés; il faut lutter au sein des masses pour gagner la bataille idéologique et politique contre la bourgeoisie. Il faut opposer à la politisation contre-révolutionnaire la politisation révolutionnaire; il faut faire front et combattre la Réforme de l'Enseignement en réfutant la pénétration culturelle et idéologique de l'impérialisme et rejeter la conscientisation aliénante dirigée et orientée pour soutenir idéologiquement et politiquement la Junte Militaire. Il faut créer une réelle conscience nationale et anti-impérialiste, une juste connaissance de notre processus historique à la lumière du matérialisme historique et du matérialisme dialectique, il faut démystifier dans la pratique les sophismes des "idéologues" de la Réforme de l'Enseignement.

Le Gouvernement Péruvien vient d'interdire la revue "Caretas" qui était d'orientation de droite et demandait le retour à la constitution.

ILUSTRACION PERUANA

Caretas

-EL POR QUE DE LA CRISIS, CAMBIOS EN EL GABINETE Y DEPORTACIONES NO TRADICIONALES

-UNA ENTREVISTA EXCLUSIVA AL MINISTRO DE ECONOMIA Y FINANZAS

-DEL CUZCO CON RENCOR
Entrevista en la clandestinidad a Tony Valer, uno de los Dirigentes más activos de la Universidad del Cuzco.

-EL PAPA Y SU IMAGEN
Vea el suplemento de noticias masculinas

Ci-joint le sommaire du numéro interdit. Le gouvernement dit que c'est une mesure prise en réponse aux attaques continues et malveillantes lancées par la revue contre la "Revolution Péruvienne". Après l'interdiction de la revue "Nueva" c'est maintenant la deuxième revue de droite qui a été saisie les revues "Sociedad y Política", "Indio", "El Comunista", "Revolution Proletaria" et plusieurs autres.

a propos de la propriété sociale

QUELQUES OBSERVATIONS

Par l'esprit et la lettre des 196 articles du décret-loi sur la Propriété Sociale on peut se rendre compte de l'intention du gouvernement de vouloir mettre sur pied des entreprises du type capitalistes; ceci par l'intermédiaire de l'Association des Producteurs privés (les travailleurs) qui apporteront seulement leur force de travail et seront complètement subordonnés au contrôle de l'Etat, des capitalistes privés et principalement des monopoles financiers internationaux.

Comme préliminaire, nous voulons ici préciser quelques caractéristiques :

1. La participation de l'Etat bourgeois est verticale et toute puissante, grâce à l'intermédiaire du Conseil National de la Propriété Sociale et de la Commission Nationale de la Propriété Sociale, qui dépendent tous les deux directement de la Présidence de la République (art.185). Ils décideront respectivement, aussi bien de la forme de la politique nationale de la Propriété Sociale (art. 186, prg.a) que de l'exécution de cette politique (art.187). Ils tiennent entre leurs mains la formation, la rémunération, l'embauchage des nouveaux travailleurs, le financement et l'émission de titres de valeurs ou actions, de programmes sur la compétence et la " conscientisation ", ainsi que de la liquidation et dissolution des entreprises ,etc .

Le Conseil National de la Propriété Sociale est formé par les ministres suivants (art.186): Ministre de l'Economie et Finances, du Travail, de l'Industrie et du Tourisme ,du Commerce ,et du Chef de l'Institut National de la Planification .

La Commission Nationale de la Propriété Sociale a été constitué sous la Présidence du délégué de la Présidence de la République . Elle est formée par des délégués (art.188)des ministères de l'Economie et Finances, de l'Industrie et du Tourisme, du Commerce, du Travail, de la Pêche, de l'Agriculture, des Transports et Communications, de l'Energie et des Mines, des délégués du Système National d'Appui à la Mobilisation Sociale (SINAMOS), de l'Institut National de la Planification, de la Corporation Financière du Développement (COFIDE) et en outre de trois représentants de l'Assemblée de secteur de la Propriété Sociale .

Les articles 1 et 2 définissent la Propriété Sociale comme " composée exclusivement par des travailleurs " , ayant comme caractéristiques " l'entière participation à la direction, gestion et aux bénéfices de l'entreprise . " Cependant, dans la réalité nous notons que les travailleurs n'ont que peu ou rien à voir

dans les décisions et les organismes de direction, et que la " participation entière " correspond plutôt à l'Etat et à toute sa *bureaucratie*.

2. L'Etat va s'approprier d'une grande partie de la plus-value produite par les travailleurs, l'autre partie reviendra aux monopoles financiers. Cette appropriation se réalise par l'intermédiaire des soi-disant " transferts annuels " au Fond National de la Propriété Sociale (art. 108), puits qui engloutit les apports transitoires et leurs intérêts, les remboursements, ainsi que les impôts.

3. La condition du travailleur salarié ne varie pas, il reste dépendant des organismes de l'Etat. Et pire encore : l'ouvrier peut être obligé " de travailler " volontairement " gratuitement dans l'entreprise (art.25), " toujours quand les besoins de celle-ci l'exigent ". En plus il est soumis à un statut d'une discipline rigide qui le force - s'il veut travailler - de " donner son adhésion aux principes qui régissent la Propriété Sociale " (art.20), ce qui veut dire qu'il doit donner forcément son adhésion au gouvernement.

4. Le décret-loi fait appel à la participation de investisseurs privés pour les amener à faire des investissements, à d'autres qui possèdent des titres de valeurs et tout particulièrement au capital financier international. Seul les compagnies et monopoles, ainsi que des financiers, prêts à faire des investissements peuvent acquérir les ACCIOBONOS (art. 86) (valeurs en portefeuilles émis par les entreprises de la Propriété Sociale) et vont émettre des CERTIFICATS DE PARTICIPATION pour la vente aux petits épargnants (art.125). Ce qui veut dire que ce seront les capitalistes et les financiers nationaux et étrangers qui posséderont les Acciobonos et les Certificats de Participation et qui récolteront ainsi de grands bénéfices grâce à la vente et aux intérêts que produiront leurs actions et leurs prêts dans les entreprises et dont la source sera la plus value créée par les travailleurs.

5. Le financement est à la charge de l'Etat par le canal du Fond National de la Propriété Sociale, le Cofide (Corporation Financière du Développement) et surtout par les monopoles. Ce financement impérialiste se fait par deux voies : la voie directe : l'achat d'actions et des prêts, et par la voie du crédit accordé par l'Etat et dont les sources sont en grande partie les prêts donnée par le capital financier international.

6. Grâce au décret-loi le gouvernement prétend diminuer la pression devenue explosive, créée par le chômage. Ceci est une tentative inutile. Dans sa déclaration sur la Propriété Sociale, le Parti Communiste du Pérou, m.l. (Patria

Roja) démontre concrètement que : "le montant calculé par le COFIDE pour mettre sur pied les entreprises de la Propriété Sociale dans les années 1973/74 est de 6.000 millions de soles .Dans le meilleur des cas cette somme ne pourrait procurer plus que quelque 30.000 emplois, tandis que le nombre des chômeurs augmente chaque année de 120.000. A quoi il faut encore ajouter plus d'un million de chômeurs et de travailleurs en sous-emploi qui existent actuellement dans le pays. Ceci prouve clairement l'inutilité de ces mesures . Les entreprises de la Propriété Sociale feront donc ,de ce point de vue, une faillite totale , et ne pourront pas résoudre ce problème devenu chronique, qui est une conséquence de l'exploitation impérialiste ! "

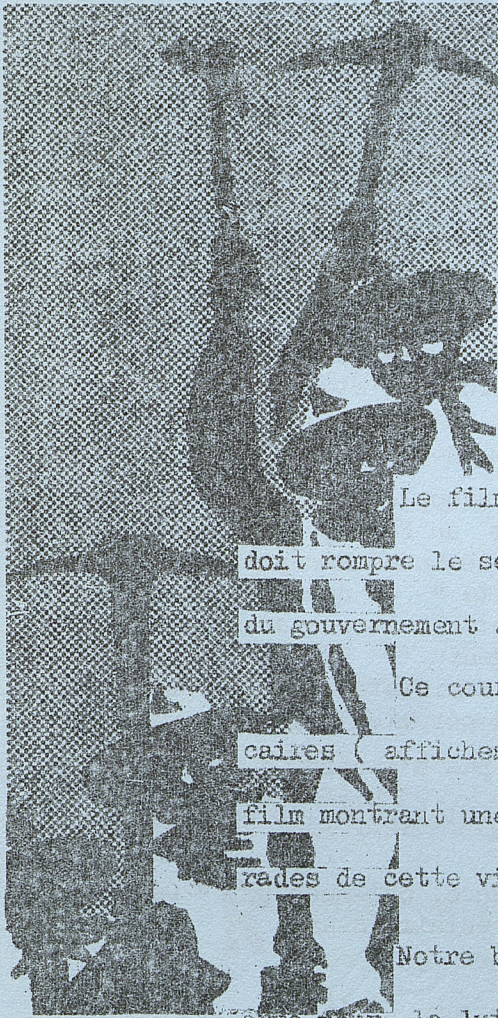


film réalisé par perou information

présent à la Cartoucherie de Vincennes ,lors de la journée de Solidarité avec le peuple chilien (27 octobre 1973) a profité de cette journée de solidarité continentale " nous sommes un même grand pays avec les mêmes ennemis et les mêmes espérances " pour réaliser un court métrage .

Celui-ci essaye de montrer le vrai visage du gouvernement péruvien . C'est une dénonciation politique du réformisme ,lié à l'impérialisme ,une dénonciation de la Réforme Agraire, éducative, industrielle au service de la classe dominante, dénonciation de la répression exercée contre les travailleurs (emprisonnement, déportation) et de l'utopique troisième voie (ni capitalisme, ni communisme).

Les personnes intéressé à la projection de ce film sont priés de nous contacter à l'adresse suivante :



- pour la projection du film
 - pour une participation économique
 envoyer le courrier et l'argent à :
Anne de Lignière
90 rue de Rivoli - Paris 75004 .

Le film se termine par un appel à l'union de la gauche, qui doit rompre le sectarisme, pour pouvoir faire face au pouvoir grandissant du gouvernement .

Ce court métrage a été réalisé avec des moyens techniques précieuses (affiches, coupures de journaux, revues etc .) et avec un petit film montrant une manifestation d'étudiants à Lima, envoyé par nos camarades de cette ville .

Notre but est de faire diffuser ce document au Pérou comme une arme pour la lutte politique (diffusion dans les syndicats, universités, etc .) Mais il nous faut des copies de ce court métrage et cela va coûter 1.900 F. , somme que le journal est incapable de donner . Nous faisons donc appel à votre participation sur le plan économique ! Ce film a déjà été projeté deux fois (une fois à la Cité Internationale (maison de l'Allemagne , et l'autre au Foyer de la Cimade : présentation qui était suivie d'un débat) .



ENTREVUE AVEC


 HUGO
 BLANCO

Déporté par le Gouvernement Militaire en 1971, avec 5 dirigeants de l'Enseignement et avec Rolando Breña (président de la Fédération des Étudiants du Pérou) Hugo Blanco passait du Mexique en Argentine (où il fut emprisonné), ensuite au Chili et réussit, lors du coup d'état des militaires, à se réfugier en Suède.

Dans un dialogue qui précéda l'interview, nous lui avons demandé une explication concernant la lettre envoyée par lui au gouvernement du Pérou, et qui fut diffusée par l'Agence France Presse. Dans cette lettre il demande sa rapatriation, considérant le danger d'un "coup d'état de la droite" et déclare vouloir se joindre à la lutte anti-impérialiste au Pérou. Cette lettre a donné lieu à une grande confusion et à des critiques, car même l'organe de son propre parti "Palabra Socialista" a commenté cette lettre et manifesté son "appui critique des mesures nationalistes du régime militaire péruvien".

C'est là une position avec laquelle nous ne sommes pas d'accord.

Hugo Blanco a précisé que sa lettre avait été mal interprétée et ne signifie nullement un appui à la Junta Militaire.

Nous présentons ci-dessous les réponses de Hugo Blanco, obtenues par "Pérou Information", accomplissant ainsi notre tâche d'éclaircissant.



Q - Pourquoi as-tu été prisonnier 8 ans et comment as-tu obtenu ta "liberté" ?

R - J'ai participé comme dirigeant dans les mobilisations de paysans de la Convención et du Cuzco : mobilisations dans lesquelles les paysans sont arrivés à faire leur propre réforme agraire et établir des tribunaux populaires etc... Face à la répression nous avons répondu par des luttes armées embryonnaires. Ils demandèrent la peine de mort par deux fois et finalement me condamnèrent à 25 ans de prison.

2°) Pourrais-tu nous dire, en résumé, les leçons historiques que l'on peut tirer du "Coup d'Etat chilien" ?

- R**
- Que les travailleurs ont une grande initiative pour organiser la production et la distribution,
 - qu'ils ont la force suffisante pour repousser n'importe quelle tentative réactionnaire, et pour avancer vers le socialisme,
 - que le rôle du réformisme, actuellement, est de freiner l'avance des travailleurs, et d'essayer de concilier la réaction,
 - qu'un parti révolutionnaire est nécessaire pour profiter et renforcer tout ce que donne la spontanéité des masses, pour se présenter comme alternative face au réformisme, et pour conduire les travailleurs à la prise du pouvoir et au socialisme.

3°) Non seulement la Junte militaire a eu recour à la répression contre le peuple, pour empêcher ses luttes, mais elle a aussi implanté une série de réformes, pour adapter la société péruvienne à la nouvelle politique néo-coloniale de l'impérialisme. Parmi ces réformes, figure la réforme agraire, que pourrais-tu nous dire à ce sujet ?

- R**
- Elle se situe parmi les mesures "Desarrollistas" du régime,
 - elle essaye d'incorporer le monde paysan au monde capitaliste, comme vendeur et acheteur,
 - elle essaye de gagner les paysans, pour éviter qu'ils s'agitent contre le régime, et pour les utiliser comme base d'appui social dans ses disputes avec l'impérialisme,
 - elle fait des efforts pour convertir les grands propriétaires terriens, en industriels, la bureaucratie gouvernementale corrompue est le principal obstacle, pour l'application de cette loi bourgeoise.
- Les paysans dans certains coins ont vu cette loi comme un progrès, dans d'autres endroits,

ils l'ont rechassée (par exemple La Convención).

Mais la grande majorité d'entre eux a surtout montré de l'indifférence.

4° En gros, sur la politique réformiste du Gouvernement, que peux-tu nous dire ?

R - Elle cherche à moderniser l'économie péruvienne, dans le cadre du capitalisme impérialiste.

il voit aussi dans cette politique le meilleur moyen de sauver le système capitaliste.

5° La politique réformiste de la Junta militaire, ni la répression, ont pu empêcher les luttes populaires. L'année dernière plus de 500.000 travailleurs ont fait grève, et il y a eu des mouvements populaires dans presque tous les pays, principalement au Cuzco, Puno, Moguegua, Arequipa et Chimbote. Que représentent pour toi ces mouvements ?

R - Ce gouvernement est celui qui a fait le plus de nationalisations, et de réformes au Pérou.

- Si malgré cela, il n'a pu résoudre les problèmes économiques et sociaux de notre pays, cela veut dire que le Pérou nécessite une révolution socialiste.
- C'est l'obligation des révolutionnaires d'organiser et de guider ces luttes spontanées pour qu'elles triomphent.
- Cela sera une nouvelle stimulation pour les masses, qui à travers de nouvelles et meilleures luttes s'approcheront de la révolution socialiste.
- Je crois que la grande déficience de la gauche révolutionnaire péruvienne est de se comporter avec la même spontanéité que les masses.
- Je ne parle pas de donner des consignes très élevées, qui jusqu'à maintenant ne seraient pas comprises par les masses et qui seraient incapables de les mobiliser.
- Ce que je critique, c'est la tendance à provoquer des luttes, sans préparation préliminaire, sans planification.
- Il faut bien préparer les luttes pour qu'elles

soient amples et par là victorieuse. Actuellement nous devons plus nous préoccuper pour l'extension des luttes que pour leur approfondissement. A une autre occasion, je développerai ce point que je considère fondamental

6° Ces mouvements ont été dirigé principalement contre Sinamos, Quel est ton opinion à ce sujet ? Que penses-tu de l'organisation en coopératives des paysans, dirigé par Sinamos en "ligues agraires" (patrons et paysans) ?

- R - Sinamos est l'organisme qui prétend étatiser le mouvement ouvrier et populaire, le mettant au service du régime.
- Les "Communautés industrielles" et les "ligues agraires" ont une tendance corporatiste de conciliation de classe. Cependant nous ne devons pas tomber dans l'erreur d'appeler "faciste" ce gouvernement pour l'existence de ce trait (corporatif).

7° Comment crois-tu que doit s'organiser la lutte des Péruviens en Europe - et celle des déportés ? Crois-tu qu'elle est possible ?

R - Je crois qu'elle doit se situer sur 2 plans .
 D'une part faire connaître la répression sélective qu'il y a dans notre pays, développant la formation d'un courant d'opinion publique contre la répression, et pour les libertés publiques au Pérou, sans tomber dans l'intellectualisme, mais en donnant une importance fondamentale à la dynamique de la lutte des classes.
 Je crois, que nous les révolutionnaires péruviens devons réaliser ses objectifs dans une ambiance fraternelle, évitant le sectarisme.
 A ce niveau, je crois que "Perou Information" et "Pérou Aujourd'hui" sont en train de faire un travail très positif, et j'espère qu'ils continueront.

Velazco:
La répression
humaniste

